

## COMMUNE DE SAINT GAL

Séance du 18 février 2023

---

<b>Membres en exercice :</b> 7	Date de la convocation: 13/02/2023 <i>L'an deux mille vingt-trois et le dix-huit février à 20 h 30, l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Jean-Luc GOAREGUER</i>
<b>Présents : 5</b>	
<b>Votants : 5</b>	<b>Présents</b> : Jean-Luc GOAREGUER, Chrystel VALLY, Nadine BEAUFILS, Stéphane DIET, René AMARGER
<b>Pour : 5</b>	<b>Représentés</b> :
<b>Contre : 0</b>	<b>Excusés</b> : Elise BOUQUET, Laure LAMETH
<b>Abstentions : 0</b>	<b>Absents</b> :
	<b>Secrétaire de séance</b> : Chrystel VALLY

---

### Objet : Création et suppression d'emploi - 2023\_DE\_010

Cette délibération annule et remplace la délibération n°2022\_DE\_033 ayant le même objet ceci pour une erreur matérielle de rédaction.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 7 décembre 2022,

Considérant la nécessité de supprimer l'emploi d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe, en raison d'un avancement de grade de l'agent concerné,

Considérant la nécessité de créer un emploi d'adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe, en raison de la possibilité d'avancement de grade d'un agent,

**Le Maire propose à l'assemblée,**

**La suppression** d'un emploi d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe, permanent à temps non complet à raison de 20 heures hebdomadaires à compter du 9 novembre 2023.

**La création** d'un emploi adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe, permanent à temps non complet à raison de 20 heures hebdomadaire à compter du 9 novembre 2023.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

**DECIDE** : d'adopter les modifications des emplois ainsi proposés.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget, et aux chapitres et articles concernés.

**ADOPTÉ** : à l'unanimité des membres présents

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,  
Pour extrait conforme,

Le Maire,  
Jean-Luc GOAREGUER

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le 27/ 02/ 2023  
et publié ou notifié  
le 18/ 02/ 2023

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

RF PREFECTURE DE MENDE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 27/02/2023 048-214801532-20230218-2023_DE_010-DE